

# **OPPOSONS-NOUS À L'INGÉRENCE ÉTRANGÈRE EN LIBYE!** **Non aux menaces d'usage de la force contre la Libye!** **Non à l'usage de la force dans le règlement des conflits** **entre nations et au sein des nations!**

**28 février 2011**

***Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)***



Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) s'oppose à la décision du Conseil de sécurité de l'ONU d'imposer des sanctions à la Libye en vertu du Chapitre VII de la Charte de l'ONU.

Le PCC(M-L) invite tout le monde à se maintenir au courant de la situation changeante dans le nord de l'Afrique et l'Asie occidentale et à rejeter la manipulation des événements par les États-Unis, l'OTAN et les autres qui n'ont pas à cœur les intérêts des peuples de leur pays et du monde. Nous invitons spécifiquement la classe ouvrière et les jeunes du Canada à prendre l'initiative des mouvements anti-guerre et pour la paix avec une position non équivoque contre les préparatifs d'une invasion de la Libye et contre les efforts pour créer une frénésie d'opinion publique en faveur de l'application de la doctrine impérialiste de la « Responsabilité de protéger » sous prétexte d'« arrêter les

tueries » en Libye. Prenons une position non équivoque contre l'effet d'entraînement créé pour exploiter des affirmations non fondées comme prétexte pour envahir la Libye et réaliser les visées des États-Unis et des autres ennemis des peuples !

L'usage de la force dans le règlement des conflits entre nations fait du tort aux peuples et aide ceux qui ou bien profitent de la vente des armes, ou bien vivent du pillage de pays étrangers, ou les deux. Comment les peuples peuvent-ils défendre et protéger leurs intérêts dans une situation pareille ? Il faut s'opposer à l'usage de la force pour commencer. C'est une voie dangereuse qui peut mener à une conflagration mondiale et à une grande catastrophe pour l'humanité. Il est possible d'écarter ces dangers si nous nous engageons dans l'établissement d'un gouvernement anti-guerre au Canada et appuyons tous ceux qui oeuvrent à la même chose dans leur pays.

***Non à l'usage de la force dans le règlement  
des conflits entre nations et au sein des nations !***

## **NON À L'OCCUPATION «HUMANITAIRE» IMPÉRIALISTE DE LA LIBYE!** **Opposons-nous à l'intervention du Canada en Libye** **sous prétexte d'aide humanitaire!**

**1<sup>er</sup> mars 2011**

***Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)***

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) s'oppose résolument à l'intervention du Canada en Libye sous prétexte d'aide humanitaire. Nous lançons l'appel aux travailleurs et à l'ensemble des Canadiens à s'opposer à la définition impérialiste de l'humanitarisme. Malheureusement, cette définition inacceptable est acceptée non seulement par les conservateurs de Stephen Harper et leur gouvernement mais aussi par les libéraux et les sociaux-démocrates. Ces derniers cherchent à en infecter le mouvement anti-guerre pour faire accepter l'agression impérialiste et la commission d'autres crimes contre la paix et contre l'humanité. C'est la Yougoslavie, l'Irak et l'Afghanistan qui recommence et ça ne doit pas passer !

« L'armée canadienne a envoyé, lundi, une équipe de reconnaissance et du personnel médical sur l'île de Malte, signe que l'implication militaire du Canada dans la crise qui déchire présentement la Libye pourrait bien s'accroître », écrit la Presse canadienne ce matin. « Les 13 membres de l'équipe et les 9 infirmiers sont arrivés sur l'île méditerranéenne en compagnie de deux nouveaux avions cargo C-130J et de deux avions C-17 qui seront utilisés pour évacuer des citoyens canadiens et des ressortissants étrangers du pays de l'Afrique du Nord. Hautement entraînée, cette équipe est chargée d'évaluer la situation et sert souvent à préparer le terrain en vue d'une intervention militaire. C'est ce qu'elle avait fait au lendemain du tremblement de terre qui a dévasté Haïti en janvier 2010. Des sources au sein du ministère de la Défense ont révélé à la Presse canadienne que des

unités spéciales étaient prêtes à être déployées, nouvelle que l'armée n'a pas voulu confirmer. »

« Les Forces canadiennes ont mis en place les ressources appropriées afin de soutenir l'évacuation des personnes concernées de la Libye », a indiqué le lieutenant Len Hickey, un porte-parole du quartier général du Canada outre-mer. Selon la Presse canadienne, Hickey n'a pas voulu dire quel rôle pourrait jouer l'armée canadienne.

« Les plans d'urgence sont toujours exécutés sous la direction du gouvernement du Canada », a-t-il dit. « Toute décision concernant le déploiement militaire sera annoncée au moment convenable. La publication d'informations sur ces actifs pourrait entraver leurs efforts. »

Cela fait clairement partie du plan de l'OTAN d'envahir la Libye. La Presse canadienne cite « des sources de l'OTAN » selon lesquelles « une grande variété de mesures militaires ont été mises à l'étude depuis la semaine dernière par les alliés, la plus radicale étant l'utilisation de troupes terrestres pour assurer la distribution de l'aide humanitaire ». L'OTAN affirme que son intervention doit obtenir l'approbation du Conseil de sécurité de l'ONU. « Le secrétaire-général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a pour sa part affirmé qu'aucune alliance militaire ne passerait à l'action sans l'approbation du Conseil de sécurité des Nations unies, ce qui pourrait s'avérer difficile à obtenir puisque la Chine et la Russie croient qu'il ne faut pas intervenir », écrit l'agence.

Mais c'est un prétexte. Les rapports de presse indiquent que l'invasion « humanitaire » impérialiste a déjà commencé, notamment avec l'atterrissage de forces spéciales des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France dans l'est de la Libye, la semaine dernière. Selon un rapport non confirmé du *Pakistan Observer*, « les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont déployé plusieurs centaines de “conseillers de la défense” pour former et soutenir les forces anti-Kadhafi dans la région riche en pétrole de l'Est du pays dont “des groupes rebelles armés” auraient pris le contrôle. »

« Selon un rapport exclusif confirmé par un diplomate libyen dans la région, “les forces spéciales des trois pays occidentaux ont atterri en Cyrénaïque et s'affairent maintenant à établir leurs bases et centres d'entraînement” pour soutenir les forces rebelles qui résistent aux forces pro-Kadhafi dans plusieurs régions avoisinantes », écrit le *Pakistan Observer*, qui poursuit :

« Un représentant libyen, demandant l'anonymat, a déclaré que les chefs militaires étasuniens et britanniques ont été envoyés dans la nuit du 23 au 24 février par des navires de guerre étasuniens et français et de petites embarcations près Benghazi et Tobrouk, deux villes portuaires de la Libye.

« Selon les informations, les forces occidentales se préparaient à établir des camps d'entraînement pour les milices locales formées par les forces rebelles en vue d'un contrôle effectif de la région riche en pétrole et pour contrer toute offensive des forces pro-Kadhafi provenant de Tripoli.

« Selon d'autres rapports, des manoeuvres pour “neutraliser” les Forces de l'air de la Libye étaient également en cours pour limiter le pouvoir de Kadhafi à Tripoli s'il reste au pays.

« La Marine indienne a déjà dépêché deux navires de guerre et un de ses plus grands amphibiens, le *INS Jalashwa*. Selon des experts de la Défense, le *Jalashwa* est le plus grand navire de la marine indienne et il a été livré par les États-Unis il y a quatre ans. Ce navire qui avait auparavant pour nom le *USS Trenton* a la capacité d'embarquement et de transport et plusieurs éléments amphibiens et il est équipé d'une péniche de débarquement mécanisée, des hélicoptères Sea King et de radars, de missiles et de canons à tirs rapides.

« Le *Jalashwa* posséderait un ravitailleur héli-plate-forme d'une capacité de 1000 soldats pleinement armés. Le navire sert également à la surveillance maritime, à des opérations spéciales, à des opérations de secours et à d'autres tâches. »

Tout cela confirme ce qu'a déclaré le premier ministre de Grande-Bretagne, David Cameron, lundi : « Nous n'excluons pas la possibilité de recourir à nos ressources militaires. » « La communauté internationale cherche un moyen d'augmenter la pression sur Kadhafi en-dehors des sanctions économiques et des interdictions de quitter le territoire », a-t-il dit selon la Presse canadienne. « Nous ne devons pas tolérer l'utilisation de la force militaire de ce régime contre son propre peuple. Dans ce contexte, j'ai demandé au ministre de la Défense et au chef des états-majors de travailler en collaboration avec nos alliés à la préparation de plans pour une zone d'interdiction de vol », a dit le premier ministre britannique. Selon la Presse canadienne, « M. Cameron a aussi laissé entendre que le Royaume-Uni pourrait même armer l'opposition libyenne si Kadhafi persistait à employer la violence pour réprimer les manifestations. »

Mais l'invasion de la Libye ne fait pas unanimité dans ce que David Cameron appelle « la communauté internationale ».



L'agence Prensa Latina rapporte ce qui suit :

« Différents points de vue vont dominer la réunion de haut niveau au Conseil des droits de l'homme qui a débuté lundi à Genève.

« Pour l'Amérique latine, les participants sont le ministre des Affaires étrangères du Venezuela Nicolas Maduro, Hector Timerman de l'Argentine, Patricia Espinosa du Mexique, Samuel Santos du Nicaragua et le ministre des Affaires étrangères de Cuba, Bruno Rodríguez.

« Selon des dépêches de Genève, le ministre des Affaires étrangères de l'Uruguay Luis Almagro, René Castro du Costa Rica, la ministre des droits humains du Brésil Maria do Rosario

Nunes, le ministre de la Justice de l'Équateur José Serrano, le vice-président de la Colombie Angelino Garzon et plusieurs vice-ministres d'Amérique latine participeront à la réunion.

« Les États-Unis et leurs alliés au sein de l'Union européenne réclament l'expulsion de la Libye, qui est un des 47 pays membres, mais cela ne fait pas consensus. »

Dans un communiqué vendredi, le représentant cubain à Genève, Rodolfo Reyes, est intervenu au nom de son gouvernement en faveur d'une résolution pacifique de la crise qui respecte la souveraineté de la Libye. Il a dit que Cuba rejette toute manoeuvre menant à une intervention militaire étrangère en Libye et il a réitéré l'appel aux autorités libyennes à garder le calme. « Nous ne pouvons pas accepter le risque que l'on profite, de façon opportuniste, de cette situation tragique pour satisfaire des appétits interventionnistes, pour arracher au peuple libyen sa souveraineté et pour s'emparer de ses ressources », a-t-il dit.

Il a fait une mise en garde contre les plans d'intervention humanitaire militaire, à laquelle Cuba s'oppose, parce qu'au lieu d'apporter une résolution au conflit, cela ne fera qu'aggraver la situation et pourrait entraîner d'autres conséquences graves.

Dans son adresse au Conseil, l'envoyé cubain a dit que Cuba a dénoncé dès le début ces plans pour occuper la Libye et qu'elle rejette catégoriquement toute manoeuvre servant cette fin.

Il est certain que le peuple libyen s'oppose à toute intervention militaire étrangère, a-t-il poursuivi, exprimant par ailleurs les inquiétudes de Cuba concernant la situation de guerre civile dans la région « dans le contexte d'une crise économique mondiale de grandes dimensions qui plonge les peuples de la région et du monde dans le désespoir », comme la déclaré le ministre cubain des Affaires étrangères à Bruxelles.

L'ambassadeur Reyes a résumé la position cubaine ainsi : « Nous voulons que le peuple libyen parvienne à une solution rapide, pacifique et souveraine du conflit sans aucun type d'ingérence et d'intervention étrangère. »

Ce qui se prépare n'est pas sans rappeler le bombardement de la Yougoslavie et l'invasion de l'Irak puis de l'Afghanistan sous la direction des États-Unis. Cette fois-ci, l'OTAN fera tout pour jouer un rôle central à cause des contradictions inter-impérialistes qui opposent les États-Unis et les intérêts européens au sujet du contrôle des ressources pétrolières de la Libye. Les puissances européennes ne voudront pas que toutes les décisions soient prises par les États-Unis. Le désir de l'Union européenne, qui est un important concurrent des monopoles étasuniens sur les marchés mondiaux, de mettre la main sur le pétrole libyen est en soi un facteur de déstabilisation qui accroît le danger de guerre dans le monde, les grandes puissances rivalisant pour le contrôle des sources de matières premières et des sphères d'influence.

**Non à l'occupation « humanitaire » impérialiste de la Libye !**

**Non à l'incitation à l'anarchie et à la violence pour déstabiliser les nations souveraines !**

**Non à l'usage de la force dans le règlement des conflits entre nations et au sein des nations !**

**LISEZ LE MARXISTE-LÉNINISTE EN LIGNE**



**www.pccml.ca**  
bureau@cpcml.ca • 514-522-1373